

Office fédéral de l'énergie (OFEN)
Division Efficacité énergétique et
Énergies renouvelables
Service de coordination
3003 Berne

Lausanne, le 5 février 2016

Audition concernant les modifications de l'ordonnance sur l'énergie (OEne)

Madame, Monsieur,

La Fédération romande des consommateurs (FRC) vous remercie de l'avoir associée à l'audition concernant les modifications de l'ordonnance sur l'énergie (OEne) et vous prie de trouver sa prise de position ci-dessous.

1. Commentaires généraux FRC

La présente prise de position concerne les modifications de l'OEne touchant directement les consommateurs : nous nous prononçons ainsi uniquement sur les points concernant les appareils électriques, les produits de construction et l'indication de la consommation d'énergie et marquage des véhicules.

La FRC approuve les modifications proposées qui visent à augmenter l'efficacité énergétique et à stabiliser ou diminuer la consommation d'électricité. Toutefois, elle estime que **l'OEne devrait être plus ambitieuse en matière d'économies d'électricité**, celles-ci étant l'un des piliers de la Stratégie énergétique de la Confédération. L'OEne devrait ainsi être plus sévère dans ses prescriptions et interdire le plus rapidement possible les technologies ou les appareils peu efficaces lorsque des solutions équivalentes en termes de confort existent. Cela permettrait à la Suisse de continuer à jouer un rôle de pionnier dans ces domaines et à inciter davantage les fabricants à offrir des appareils toujours plus efficaces.

De manière générale, nous saluons la reprise des règlements européens en Suisse – en particulier en ce qui concerne l'étiquetage et la reprise des exigences relatives à l'écoconception des produits – mais aussi le maintien d'exigences d'efficacité plus strictes dans la perspective d'un leadership européen. Dans le domaine des lampes, nous refusons donc catégoriquement que la Suisse reprenne la décision de l'UE de repousser l'interdiction des ampoules appartenant à la classe C (lampes halogènes) au 1^{er} septembre 2018 au lieu du 1^{er} septembre 2016.

Nous estimons par ailleurs que **l'étiquette-énergie doit être révisée pour être mieux comprise des consommateurs** dans le domaine des appareils électriques comme des véhicules, car elle ne permet actuellement pas aux consommateurs de faire le choix le plus efficace. De nouvelles catégories d'appareils devraient également être soumises à des prescriptions d'efficacité, notamment les chauffages au bois. En plus des éléments évoqués dans les points 1 et 2 de cette prise de position, la FRC soutient les propositions de l'Alliance-environnement (Greenpeace, Pro Natura, WWF et ATE) énoncées au point 3 et dont le détail se trouve en annexe (en allemand).

2. Commentaires de détails sur les modifications proposées et propositions complémentaires :

- a. Révision de l'étiquette énergie pour les appareils électriques : Actuellement, en raison des progrès d'efficacité, les appareils les plus économes de certaines catégories ne sont plus en classe A, mais A+, A++ voire même A+++ . C'est une source de confusion pour les consommateurs. Comme défendu au niveau européen par le BEUC (Bureau européen des unions de consommateurs)¹, la FRC demande une refonte du système pour plus de clarté avec les **classes énergétiques de A à G** pour tous les appareils, sans les classes A+, A++ et A+++ qui perturbent les consommateurs. Ce système est bien compris par les consommateurs et doit être privilégié. Il est également indispensable de réviser l'échelle du label lorsque les catégories les plus élevées sont occupées par un grand pourcentage de produits. Si le système A+, A++ et A+++ est maintenu, la FRC demande de prévoir des campagnes d'information pour les consommateurs et de formation pour le personnel de vente.
- b. Mode de calcul de l'étiquette énergie pour les appareils électriques : De plus en plus d'appareils sont pourvus d'un mode « éco » (lave-vaisselle, lave-linge, etc) ou peuvent être réglés de manière à consommer moins d'énergie (paramètres des ordinateurs, des téléviseurs, etc). Si ce n'est pas déjà le cas, l'étiquette-énergie d'un appareil doit être calculée pour le cas d'une utilisation normale sans intervention de l'utilisateur.
- c. Refus du report de l'interdiction des ampoules halogènes : le report de l'interdiction des ampoules appartenant à la classe C (lampes halogènes) du 1er septembre 2016 au 1er septembre 2018 n'est pas défendable. La reprise du droit européen ne saurait justifier ce choix, des technologies bien plus efficaces étant aujourd'hui largement répandues.
- d. Nouveaux appendices de l'OEne : La FRC salue la prise en compte de nouveaux appareils électriques et produits de construction dans l'OEne. Elle soutient toutefois les propositions d'amélioration de l'Alliance-Environnement présentées ci-après.
- e. Révision de l'étiquette-énergie des véhicules : La lecture de l'étiquette-énergie des véhicules peut se révéler trompeuse pour les consommateurs soucieux de limiter leur impact sur l'environnement. Le fait que l'étiquette-énergie pondère la consommation et l'émission de CO2 de tous les modèles par le poids du véhicule a pour conséquence de rendre le classement des véhicules peu compréhensible : certains véhicules, bien plus énergivores et polluants obtiennent en effet une catégorie d'efficacité plus élevée que certaines petites voitures citadines pourtant objectivement plus efficaces. Bien que nous soutenions et saluions la volonté de l'OFEN d'offrir une meilleure visibilité aux renseignements concernant la consommation d'énergie, les émissions de CO2 et la catégorie d'efficacité énergétique pour permettre aux consommateurs de faire le choix du véhicule le plus efficace, nous estimons que la catégorie d'efficacité énergétique ne remplit pas ce rôle. Nous attirons donc ici votre attention sur les **propositions de l'Alliance-Environnement** à ce sujet, soutenues par la FRC et relayées ci-après.
- f. Equipement électro-ménager des bâtiments locatifs: Les locataires ont peu d'influence sur l'équipement de leur appartement (réfrigérateurs, lave-vaisselle, lave-linge, fours). Dans les faits ce sont eux qui paient la facture d'électricité mais ils ne choisissent pas (et ne paient pas) les appareils. **Des mesures devraient être prises afin que les bâtiments locatifs soient équipés des appareils les plus efficaces**. Une piste pourrait être l'inclusion des appareils électro-ménagers dans l'étiquette-énergie ou le certificat énergétique des bâtiments (qui devraient être obligatoires) ; une autre serait d'inclure de nouvelles dispositions dans le Droit du bail.

¹ http://www.beuc.eu/publications/beuc-x-2015-065_mal_energy_label_revision_position_paper_final.pdf

- g. Remplacement des appareils électriques (timely replacement): dans le cadre d'un bilan écologique global (prise en compte de l'ensemble du cycle de vie d'un appareil), seul le remplacement d'appareils défectueux ou amortis est pertinent. La FRC demande que les consommateurs soient régulièrement informés à ce sujet.

3. Propositions de l'Alliance-Environnement soutenues par la FRC

Dans le cadre de la motion 11.376² intitulée « Normes d'efficacité énergétique applicables aux appareils électriques. Elaborer une stratégie des meilleurs appareils pour la Suisse », le Conseil fédéral est chargé de fixer, pour toutes les catégories d'appareils pertinentes, des exigences minimales et de reprendre simultanément les directives et règlements européens sur l'écoconception et le mode veille. Les normes d'efficacité énergétique doivent également être aménagées en fonction de la meilleure technique disponible (MTD) avec, en corollaire, le développement du rôle pionnier de la Suisse en Europe pour des catégories d'appareils importantes.

Les éléments suivants reflètent la manière dont la Suisse peut atteindre ces buts et réaliser d'importantes économies d'énergie au travers d'appareils disposant d'une plus grande efficacité. L'exploitation de ces potentiels est capitale pour la réalisation de la Stratégie énergétique. Vous trouverez ci-après un aperçu de ces propositions d'amélioration, lesquelles sont détaillées dans l'annexe (en allemand).

Aperçu des propositions

1. Etiquettes-énergies sur Internet (plusieurs appendices)
 - Reprise du règlement européen 518/2014, selon proposition
2. Délais transitoires
 - Pas de délai transitoire supplémentaire pour la mise en circulation
 - Clarification de la formulation
3. Etiquette-énergie et exigences d'écoconception pour les fours électriques
 - Pas de délai transitoire supplémentaire pour la mise en circulation
 - Clarification de la formulation
4. Exigences d'écoconception pour les hottes domestiques
 - Exigence minimale de la classe d'efficacité C dès 2017
 - Exigence minimale de la classe d'efficacité A dès 2019
 - Pas de délai transitoire inutile
5. Cuisinières
 - Reprendre au moins les exigences européennes
6. Dispositifs de chauffage des locaux, de chauffage mixtes et produits combinés
 - Reprendre les règlements de l'UE dès maintenant tel que proposé
 - À l'avenir : exigences plus strictes permettant de s'approcher de la MTD
7. Chauffe-eau, réservoirs d'eau chaude et accumulateurs de chaleur
 - Reprendre les règlements de l'UE avec les différences tel que proposé
 - Donner l'exemple en adoptant l'exigence minimale de la classe d'efficacité B
8. Appareils de ventilation et unités de ventilation résidentielles
 - Reprendre les règlements de l'UE dès maintenant tel que proposé
 - Evaluer dès que possible si l'adoption d'exigences minimales plus strictes est possible

² http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20113376

9. Chaudières à bois

- Renforcer le rôle pionnier de la Suisse dans le domaine des chaudières à bois et rendre les exigences du label de qualité d'Energie-bois Suisse contraignantes
- Reprendre les règlements de l'UE, pour autant qu'ils complètent judicieusement les dispositions suisses

10. Réfrigérateurs et congélateurs

- Appliquer l'étiquette-énergie et l'exigence minimale (classe A) aussi aux armoires à vin professionnelles dès que possible
- Exigence minimale de la classe d'efficacité C dès août 2016 pour les appareils de réfrigération sans compresseur

11. Lampes

- Exigence minimale de la classe d'efficacité B dès septembre 2016 comme prévu depuis longtemps

12. Décodeurs TV

- Rendre le VIA contraignant dès 2016 (et l'actualiser dès que possible), avec les compléments suivants:
 - Consommation de max. 140 kWh/an dès 2017
 - Consommation de max. 70 kWh/an dès 2019

15. Véhicules

- Insister sur les grammes de CO₂/km
- Différencier les étiquettes pour les véhicules électriques
- Tenir compte de la production des différents types de carburant comme proposé

16. Machines à café

- Utiliser la norme internationale de mesure comme prévu dans le projet
- Utiliser une étiquette-énergie utilisant les lettres A à G, sans classes +-, avec des classes A et B pratiquement vides pour inciter les fabricants à innover

En vous remerciant de prendre en compte notre position, nous vous prions de recevoir, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Fédération romande
des consommateurs



Mathieu Fleury
Secrétaire général



Laurianne Altwegg
Responsable Energie

Annexe : ment.

La FRC est membre de l'Alliance des organisations des consommateurs

Alleanza delle organizzazioni dei consumatori
Alliance des organisations des consommateurs
Allianz der Konsumentenschutz-Organisationen

acsi

frc

KONSUMENTEN
SCHUTZ

Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana | Fédération romande des consommateurs | Stiftung für Konsumentenschutz

Inhalt

Stellungnahme zur Anhörung zur Änderung der Energieverordnung

Erreur ! Signet non défini.

CHRONOLOGISCHE ERLÄUTERUNGEN.....	6
1. Ergänzungen zu ‚Online Energieetiketten‘ (diverse Anhänge)	6
2. Übergangsfristen	6
3. Backöfen (Anhang 2.7)	6
4. Dunstabzugshauben (Anhang 2.24)	7
5. Kochmulden	8
6. Raumheizgeräte, Kombiheizgeräte, Verbundanlagen (Anhang 2.25)	8
7. Warmwasserbereiter, Warmwasser- und Wärmespeicher (Anhang 2.1)	8
8. Lüftungsanlagen / Wohnraumlüftungen (Anhang 2.26)	9
9. Holzfeuerungen	9
10. Gewerbliche Kühllagerschränke (Anhang 2.23)	10
11. Kühl- und Gefriergeräte (Anhang 2.2)	11
12. Lampen (Anhänge 2.3 und 3.3bis)	11
13. Settop-Boxen (Anhang 2.9)	12
14. Angaben des Energieverbrauchs und Kennzeichnung von Fahrzeugen (Anhang 3.6)	12
15. Kaffeemaschinen	13

Chronologische Erläuterungen

1. Ergänzungen zu ‚Online Energieetiketten‘ (diverse Anhänge)

Wir begrüßen die Übernahme des Inhaltes der EU-Verordnung 518/2014 für alle Produktkategorien mit Energieetikette. Diese EU-Verordnung regelt die Präsentation der Energieetiketten im Internet und stellt sicher, dass diese auch beim Online-Kauf von Geräten gut sichtbar sind. Der Online-Markt ist auch in der Schweiz von grosser Bedeutung und es ist wichtig, dass auch hier die Sichtbarkeit der Energieeffizienz gewährleistet ist.

In der EU sind die Vorschriften ab März 2016 gültig, und Änderungen im Internet können innerhalb weniger Tage vollzogen werden. Wir unterstützen daher den Verzicht auf eine zusätzliche Übergangsfrist.

Forderung:

- Gemäss Entwurf umsetzen

2. Übergangsfristen

Bei vielen Anhängen zu Produktvorschriften (z.B. Anhänge 2.1, 2.7, 2.8, 2.9, 2.12, etc.) sind im letzten Kapitel „Übergangsbestimmungen“ Formulierungen zu finden wie folgt: „Geräte, die die Anforderungen an das Inverkehrbringen gemäss den bis zum 31. Juli 2016 geltenden Vorschriften nicht erfüllen, dürfen längstens bis zum 31. Dezember 2016 in Verkehr gebracht und bis zum 31. Dezember 2017 abgegeben werden.“

Während die Übergangsfrist für das Abgeben (weiterer Verkauf nach dem erstmaligen auf den Markt bringen) verständlich ist, erachten wir die „Übergangsfrist“ für das Inverkehrbringen (erstmaliges auf den Markt bringen) als unnötig und verwirrend. Unter Punkt 2 „Anforderungen an das Inverkehrbringen“ können die Anforderungen mit dem Datum ihrer Gültigkeit versehen werden – in etlichen Anhängen ist dies bereits so gemacht (z.B. 2.23, 2.24). Hier sind allfällige Übergangsfristen bereits eingerechnet. Weitere Übergangsfristen für das Inverkehrbringen sind nicht nötig, die in einem hinteren Kapitel ‚versteckten‘ effektiven Gültigkeitsdaten verwirrend. Geräte, die geltende Anforderungen nicht erfüllen, sollen konsequenterweise nicht mehr in Verkehr gebracht werden, sobald diese Vorschriften gelten. Die logische und konsequente Anwendung von geltenden Vorschriften macht viele Abschnitte in den ‚Übergangsbestimmungen‘ überflüssig, die sinngemäss lauten: „Geräte, die die ab 1. Januar 2018 geltenden Vorschriften nicht erfüllen, dürfen längstens bis zum 31. Dezember 2017 in Verkehr gebracht werden.“

Dass im Gegensatz zur EU in der Schweiz auch das ‚Abgeben‘ – der weitere Verkauf nach dem erstmaligen auf den Markt bringen – geregelt wird, unterstützen wir nach wie vor vollkommen. Eine weitere Übergangsfrist dafür erachten wir als gerechtfertigt.

Im Übrigen fehlt unserer Meinung nach bei vielen Übergangsbestimmungen das Wort „nicht“: ‚Geräte, die die Anforderungen an das Inverkehrbringen gemäss den bis am 31. Juli 2016 geltenden Vorschriften (*nicht*) erfüllen, dürfen längstens bis zum 31. Dezember in Verkehr gebracht werden.‘ Wir gehen davon aus, dass dieser Tippfehler systematisch korrigiert wird.

Forderungen:

- Keine unnötigen Übergangsfristen fürs Inverkehrbringen
- Klarere Formulierung und Darstellung

3. Backöfen (Anhang 2.7)

Die Anpassung der heute bereits geltenden Mindestanforderung Klasse A an die neue Energieetikette (Energieeffizienzindex (EEI) < 107 statt verschiedene kWh/Zyklus-Werte) unterstützen wir - sie ist notwendig für Konsistenz innerhalb der EnV. Mit Mindestanforderung Klasse A behält die Schweiz ihre Führungsrolle innerhalb Europas knapp. Die EU hat ihre Mindestanforderungen per 1. Januar 2016 auf EEI<121 (zwischen den Grenzen der Klassen B und A) verschärft.

Um der oben erwähnten Motion nachzukommen ist es wichtig, dass die Schweiz ihre Führungsrolle in Sachen Effizienzstandards für Backöfen wahrt und diese an der BAT ausrichtet. Ab Januar 2019 werden in der EU nur noch Backöfen zugelassen sein, die besser als Klasse A sind (EEI < 96; zwischen den Klassengrenzen von A und A+). Mindestanforderungen, die nicht den Klassengrenzen entsprechen, sind schwierig zu überprüfen. Die heutige Best Available Technology in der Schweiz liegt zudem bereits bei Effizienzklasse A+. Darum fordern wir, jetzt die Klasse A+ als Mindestanforderung ab 2018 in der EnV anzukünden.

Die auch in der Schweiz geltende Energieetikette der EU hat einen offensichtlichen Mangel: der Energieeffizienzindex (EEI) der Backöfen wird nur auf der Basis des effizienteren der beiden Backverfahren (konventionell / Umluft) berechnet. Das bedeutet, dass als effizient vermarktete Backöfen gar nicht unbedingt in beiden Backverfahren sparsam sind.

Wir fordern den Bundesrat auf, diesen Mangel zu beheben und in diesem Sinn eine Vorreiterrolle in Europa zu übernehmen: Backöfen sollen die deklarierte Effizienzklasse in beiden Backverfahren erreichen müssen. Da auf der Energieetikette der Energieverbrauch beider Backverfahren deklariert werden muss, ist diese Massnahme mit keinerlei zusätzlichen Messungen oder Deklarationen verbunden. Sie ermöglicht es jedoch, mit strengeren Mindestanforderungen tatsächlich die Backöfen vom Markt zu nehmen, die mehr Elektrizität verbrauchen als andere. Zudem sorgt die Massnahme für mehr Transparenz für Konsumenten und stärkt die Glaubwürdigkeit der Energieetikette.

Forderungen:

- Mindestanforderung neue Klasse A (EEI < 107) ab 2016
- Energieeffizienz-Klasse soll für beide Backverfahren gelten
- Mindestanforderung Klasse A+ ab 2018

4. Dunstabzugshauben (Anhang 2.24)

Nachdem die Schweiz die EU-Energieetikette für Dunstabzugshauben übernommen hat, will sie nun auch die Mindestanforderungen (Stufen 1 bis 3) von der EU übernehmen.

In den Erläuterungen ist von ‚identischer und zeitgleicher‘ Einführung mit der EU die Rede. Stufe eins ist jedoch in der EU bereits seit Februar 2015 in Kraft, die Schweiz hat die ‚mindestens zeitgleiche Übernahme‘ der EU-Anforderungen, die gemäss der eingangs erwähnten Motion angestrebt wird, bereits verpasst. Die Fristen der Übergangsbestimmungen sehen zudem weitere unnötige Verzögerungen von bis zu drei Jahren vor.

Durch die Verzögerungen von Stufe eins entgangene Elektrizitätseinsparungen kann und soll die Schweiz mit strengeren Vorschriften gegenüber der EU wettmachen. Die Schweiz strebt Vorschriften an, die sich an der BAT orientieren. Eine Marktrecherche vom Februar 2015 durch die Schweizerische Agentur für Energieeffizienz (S.A.F.E.) hat gezeigt, dass in der Schweiz bereits die Klassen A (Fluiddynamische Effizienz) und sogar A+ (Energieeffizienz) erreicht werden. Auf der Gerätevergleichsseite www.topten.ch ist zudem ersichtlich, dass es eine breite Palette von Modellen gibt, die sowohl in der fluiddynamischen Effizienz als auch der Energieeffizienz die Klassen A (Energie auch A+) erreichen.

Mit den EU-Vorschriften werden nur die Klassen F (Stufe 1), E (Stufe 2) und D (Stufe 3) vom Markt genommen – weit entfernt von der angestrebten BAT. Auch würden gemäss den Resultaten der Marktrecherche mit diesen Vorschriften nur einzelne Modelle vom Markt genommen. Die Wirkung der neuen Vorschriften wäre nahe bei Null, während der Umsetzungs- und Überprüfungsaufwand bleibt. Die Schweiz soll auch bei Dunstabzugshauben eine Energieeffizienz-Führungsrolle übernehmen und der EU mit strengeren, an der BAT orientierten Vorschriften mit echter Wirkung vorangehen, jeweils für Energie- und Fluiddynamische Effizienz:

- ab 1. Januar 2017: Klassen C
- ab 1. Januar 2019: Klassen A

Gemäss einer Abschätzung der Schweizerischen Agentur für Energieeffizienz (S.A.F.E.) liegt das gesamtschweizerische Sparpotenzial durch Klasse A gegenüber dem heute typischen Modell bei rund 40 Millionen Kilowattstunden pro Jahr.

Weiter fordern wir eine Korrektur der unnötigen Übergangsfristen: spätestens ab Stufe 2 (Februar 2017) sind keine weiteren Übergangsfristen für das ‚Inverkehrbringen‘ nötig.

Forderungen:

- Mindestanforderung Klasse C ab 2017 (Fluiddynamische und Energieeffizienz)
- Mindestanforderung Klasse A ab 2019 (Fluiddynamische und Energieeffizienz)
- Keine unnötigen Übergangsfristen

5. Kochmulden

Seit Februar 2015 sind in der EU Mindestanforderungen an die Effizienz für Kochmulden (Herdplatten) in Kraft, im Februar 2018 und 2020 werden diese verschärft. Gemäss der Motion 11.3376 fordern wir, die Schweiz solle mindestens die selben Anforderungen einführen, wenn möglich strengere.

6. Raumheizgeräte, Kombiheizgeräte, Verbundanlagen (Anhang 2.25)

Bei den zur Übernahme vorgeschlagenen EU-Verordnungen 811/2013 und 813/2013 geht es um die Wärmeerzeugung für die Raumheizung bzw. für Heizung + Warmwasser (Kombi), jeweils inkl. Hilfsaggregate. Unter Verbundanlagen werden Kombinationen mit "Solareinrichtungen" verstanden. Die Verordnung 811/2013 schreibt die Energieetikette für diese Gerätkategorien vor, die Verordnung 813/2013 schreibt (als "Ökodesign-Anforderungen") Mindestwerte der jahreszeitbedingten Raumheizungs-Energieeffizienz und der Warmwasserbereitungs-Energieeffizienz vor sowie auch Grenzwerte für Schalleistungspegel und Stickoxid-Ausstoss. Weiter werden detaillierte Vorgaben für die Produktinformation (Warendeklaration) gemacht.

In der Schweiz sollen bei Verbundsystemen nur die einzelnen Geräte, nicht das ganze System, gekennzeichnet werden müssen. Eine Energieetikette für Verbundsysteme darf aber fakultativ verwendet werden. Die Anforderungen der Schweizer Luftreinhalteverordnung LRV hinsichtlich der Nutzung und/oder des Betriebs sind weiterhin einzuhalten.

Die Übergangsfrist für das Inverkehrbringen von nach alten Vorschriften zugelassenen Geräten dauert bis zum 31. Dezember 2016, und sie dürfen längstens bis zum 31. Juli 2017 abgegeben werden (ab Lager).

Die jahreszeitbedingte Raumheizungs-Energieeffizienz und die Warmwasserbereitungs-Energieeffizienz werden mittels relativ komplexer Methoden berechnet und sind daher nicht direkt mit bisher üblichen Nutzungsgraden oder der Jahresarbeitszahl (JAZ) vergleichbar. Jeder Elektrizitätsverbrauch (für Hilfsenergie wie auch für Wärmepumpen) wird mit dem Faktor 2,5 gewichtet, um die hohe Wertigkeit der Elektrizität gegenüber z.B. Brennstoffen zu berücksichtigen. Die Effizienzanforderungen sind nicht sehr streng, da nur die ineffizientesten Produkte vom Markt verschwinden sollen. Mit der Energiekennzeichnung (Energie-Etikette) soll eine Bevorzugung der effizienteren Geräte im Markt erreicht werden. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Sinne der Transparenz ist sinnvoll; es werden keine Schweizer Vorschriften oder Empfehlungen ausser Kraft gesetzt.

Bis 2018 werden Erkenntnisse über die Positionierung des CH-Marktes vorhanden sein. Dann sollen strengere, an der BAT orientierte Mindestanforderungen formuliert werden.

Forderungen:

- EU-Verordnungen jetzt wie vorgeschlagen übernehmen
- Künftig: mit strengeren Anforderungen näher bei der BAT vorgehen

7. Warmwasserbereiter, Warmwasser- und Wärmespeicher (Anhang 2.1)

Es ist sehr zu begrüssen, dass der alte Verordnungsanhang (ursprünglich von 1992) endlich aktualisiert bzw. ersetzt wird. Die EU-Verordnungen 812/2013 und 814/2013 werden mit gewissen

Unterschieden übernommen, wobei die Begrenzung der Wärmeverluste ("Warmhalteverluste") für die Energieeffizienz am wichtigsten ist.

Schon die Norm SIA 385/1:2011 macht strengere Vorgaben für die Wärmeverluste von Warmwasserspeichern (Trinkwasser). Der vorgeschlagene Grenzwert auf dem Niveau der Effizienzklasse B entspricht bis 150 Liter Speicherinhalt ungefähr dem SIA-Grenzwert, bei grossen Inhalten über 800 Liter sogar etwa dem SIA-Zielwert. Allerdings sind die Berechnungsformeln (Wärmeverlust in Funktion des Volumens) nicht genau gleich, weshalb die Werte nicht direkt vergleichbar sind. Es ist eine Übergangsfrist bis 31. Dez. 2016 für die Inverkehrbringung, und bis 31. Juli 2017 für die Abgabe (Abverkauf) von Speichern nach alten Zulassungsbedingungen vorgesehen. In der EU ist erst ab 26.09.2017 die Effizienzklasse C gefordert, es sind jedoch schon heute Warmwasserspeicher der Effizienzklasse B verfügbar. Würde in der Schweiz nur Effizienzklasse C gefordert, so würde dies bei Speichern bis 200 Liter grössere Wärmeverlust als bisher erlauben, was energiepolitisch widersinnig wäre. Eine grobe Hochrechnung der Differenz der Wärmeverluste zwischen den Klassen C und B ergibt für die Warmwasserspeicher in der Schweiz eine Grössenordnung von 500 GWh pro Jahr.

Die Änderungen des Anhangs 2.1 bedeuten gegenüber bisher weitere Anforderungen im Sinne höherer Energieeffizienz:

- Die Anforderungen, insbesondere Wärmeverlust Klasse B, gelten in der Schweiz auch für Wärmespeicher (nicht Trinkwasser). Bei Speichern über 100 Liter ist die Wärmeverlust-Anforderung deutlich strenger als gemäss altem Anhang 2.1.
- Die Energieetikette ist in der Schweiz auch für Geräte mit einem Speicherinhalt von 500 bis 2000 Litern obligatorisch (EU nur bis 500 Liter). Für Verbundsysteme (mit "Solareinrichtungen") ist sie in der Schweiz fakultativ.
- Gemäss EU-Verordnung 814/2013 umfassen die Ökodesign-Anforderungen auch Grenzwerte für die Warmwasserbereitungs-Energieeffizienz, abgestuft nach Lastprofil (3XS...4XL). Diese sind leicht zu erfüllen. Für Warmwasser-Wärmepumpen sind maximale Schallleistungspegel vorgegeben, für Warmwasserbereiter mit Feuerungen Grenzwerte der Stickstoffdioxid-Emissionen (die Schweizer Anforderungen der Lärmschutzverordnung und der Luftreinhalteverordnung gelten weiterhin). Für Warmwasserbereiter wie auch Warmwasserspeicher sind detaillierte Anforderungen an die Produktinformationen vorgegeben.

Zusammenfassend kann festgehalten werden, dass die vorgeschlagene differenzierte Übernahme der EU-Verordnungen gemäss neuem Anhang 2.1 sinnvoll ist und endlich verbindliche Vorgaben zur Verbesserung der Speicher-Wärmedämmungen bringt. Mit den Übergangsfristen hat die Industrie genug Zeit für Anpassungen.

Forderungen:

- EU-Verordnungen wie vorgeschlagen differenziert übernehmen und mit Mindestanforderung Klasse B vorangehen

8. Lüftungsanlagen / Wohnraumlüftungen (Anhang 2.26)

Wir unterstützen die Übernahme der EU-Verordnungen zu Lüftungsanlagen und Wohnraumlüftungen. Die Etikettierung bei den Wohnraumlüftungsgeräten (1254/2014) muss mit den bisherigen Schweizer Bemühungen (Energie-Cluster, deklariert.ch) abgestimmt werden. In Zukunft sollen wenn möglich strengere Mindestanforderungen als in der EU festgelegt werden - nach genauerer Analyse der Auswirkungen der EU-Verordnungen auf den Markt und in Abstimmung auf SIA-Normen.

Forderungen:

- EU-Verordnungen jetzt wie vorgeschlagen übernehmen
- Möglichst bald prüfen, ob strengere Mindestanforderungen möglich sind

9. Holzfeuerungen

Die Übernahme der EU-Vorschriften zu Festbrennstoff-Einzelraumheizgeräten, Einzelraumheizgeräten, Festbrennstoffkesseln und Verbundanlagen wird aktuell geprüft.

Die Übernahme der EU-Verordnungen 2015/1185 - 1189 wird auf längere Sicht sinnvoll sein. Die enthaltenen Energieeffizienz-Vorgaben werden z.T. durch Schweizer Vorschriften (Luftreinhalteverordnung LRV) und Empfehlungen (Qualitäts-Auszeichnungen) übertroffen. Wichtig ist deshalb, dass mit den EU-Richtlinien die Schweizer Vorgaben (Holzenergie-Gütesiegel, LRV etc.) nicht kompromittiert werden. Es sollte geprüft werden, ob einzelne schärfere Schweizer Effizienzanforderungen in die EnV übernommen werden könnten.

Forderungen:

- Schweizer Führungsrolle bei Holzfeuerungen stärken und Anforderungen des Qualitätssiegels von Holzenergie Schweiz³ verbindlich übernehmen
- EU-Verordnungen übernehmen, soweit diese die Schweizer Vorschriften sinnvoll ergänzen

10. Gewerbliche Kühltagerschränke (Anhang 2.23)

Die Mindestanforderungen an gewerbliche Kühltagerschränke sind zu schwach um in der Schweiz eine nennenswerte Sparwirkung zu entfachen, wenn sie unverändert von der EU übernommen werden. Die Grenzwerte sind weit entfernt von heutigen Bestgeräten - sogar in der letzten Stufe, die erst ab Juli 2019 gelten wird. Dies ist nicht vereinbar mit der eingangs erwähnten Motion 11.3376. Die Effizienzpotenziale sind in diesem Bereich noch völlig unangetastet und deshalb ist absehbar, dass sich Kühltagerschränke in den nächsten paar Jahren wesentlich verbessern werden, motiviert durch die Energiekennzeichnung. Damit werden die EU-Grenzwerte noch wirkungsloser.

In der Schweiz müsste der Grenzwert von Anfang an auf Klasse D gesetzt werden. Bereits heute gibt es ein grosses Angebot an D-Klasse Geräten. Die Liste in Anhang 1 zeigt über 100 Modelle von sechs Herstellern, die alle mindestens in Klasse D sind und in der Schweiz erhältlich sind. Auch die Impact Assessment Studie der EU aus dem Jahr 2012 zeigte, dass fast die Hälfte aller Modelle in den Klassen D oder besser ist (Abbildungen Anhang 2).

Mit Klasse D als Mindestanforderung könnten in der Schweiz jährlich 45 GWh Strom gespart werden (Berechnung siehe Tabelle 1). Das sind Stromkosten von 9 Mio. Fr. pro Jahr (bei 20 Rp./kWh Strompreis). Das sind jedes Jahr 3.6 Mio. Fr. bzw. 18 GWh mehr Einsparungen verglichen mit der dritten Stufe der EU (Klasse E ab 2019), die direkt dem Gewerbe, v.a. KMU, und indirekt den Konsumenten zugute kommen. Dazu kommt, dass die Umsetzung viel einfacher wäre als in der EU mit drei Stufen, wo im Abstand von nur zwei resp. einem Jahr neue Mindestanforderungen gültig werden.

Tabelle 1: Stromsparwirkung der verschiedenen Stufen der Mindestanforderungen

Mindestanforderung		Einsparung* (Prozent)	Energieverbrauch pro Jahr	Einsparung (Energie)
Ohne (heute)		-	180 GWh/Jahr	-
Stufe 1 EU	Klasse G (EEI < 115)	0%	180 GWh/Jahr	0 GWh/Jahr
Stufe 2 EU	Klasse F (EEI < 95)	5%	171 GWh/Jahr	9 GWh/Jahr
Stufe 3 EU	Klasse E (EEI < 85)	15%	153 GWh/Jahr	27 GWh/Jahr
Forderung CH	Klasse D (EEI < 75)	25%	135 GWh/Jahr	45 GWh/Jahr

Bestand an gewerblichen Kühltagerschränken in der Schweiz: ca. 70'000

* Berechnungsgrundlage: Der Standard-Energieverbrauch gemäss EU-Marktdaten ist EEI = 100. In der Schweiz werden kaum schlechtere Geräte als das in Verkehr gebracht. Deshalb ist die erste Stufe mit EEI < 115 wirkungslos.

Forderungen:

- Energieetikette einführen wie vorgeschlagen
- Mindestanforderung: Klasse D ab 2017 anstatt EU-Anforderungen

³ http://www.holzenergie.ch/fileadmin/user_resources/qualitaetsiegel_lrv_opair/QS_Reglement_11_D.pdf

11. Kühl- und Gefriergeräte (Anhang 2.2)

Weinlagerschränke

Laut Energieverordnung werden alle Weinkühlgeräte abgedeckt: Anhang 2.2 zu Kühl- und Gefriergeräten verlangt eine Energieetikette und mindestens die Energieeffizienz gemäss Klasse A für Weinlagerschränke. Dennoch werden die Bestimmungen nur für Geräte angewandt und durchgesetzt, die für den Gebrauch im Haushalt verkauft werden. Formulierung und Verweise auf EU-Verordnungen im entsprechenden EnV-Anhang führen zu Unklarheiten im Geltungsbereich. Weinlagerschränke für Haushalt und Gewerbe unterscheiden sich technisch nicht, und es gibt zahlreiche gewerbliche Geräte in den Klassen A und A+. Weinlagerschränke für Haushalt und Gewerbe sollen darum explizit in den Geltungsbereich von Anhang 2.2 aufgenommen werden. Im Zuge der Revision der Verordnungen zu Haushaltskühlgeräten in der EU sollen künftig alle Weinlagerschränke ausdrücklich im Geltungsbereich der Vorschriften sein. Die Schweiz kann hier in diesem Sinne vorangehen und ein Schlupfloch schliessen.

Forderungen:

- Energieetikette und Mindestanforderung (Klasse A) auch für gewerbliche Weinkühlgeräte anwenden, ab sofort

12. Lampen (Anhänge 2.3 und 3.3bis)

Mit der neuen Verordnung Nr. 2015/1428 hat die EU die seit 2009 gültigen Vorschriften geändert und die Mindestanforderung Klasse B für Klarglas-Haushaltlampen von 2016 auf 2018 verschoben. Die Schweiz sollte diese Änderung nicht mitmachen und wie längst angekündigt 2016 den Schritt zu besseren Lampen machen. Es gibt keine überzeugenden Argumente für die Verschiebung. Im Gegenteil: Die Änderung bestraft all jene, die effiziente Beleuchtung fördern. Grosse, in Prognosen bereits einkalkulierte Elektrizitätseinsparungen würden nicht realisiert. Die Preise von sparsamen LED-Lampen sanken deutlich rascher als ursprünglich erwartet, zugleich verbesserte sich die Effizienz stärker. Eine Lampe der Klasse C kostet die KonsumentInnen 90 Franken mehr als eine effiziente Alternative (siehe Vergleich unten). Auch Halogen-Haushaltlampen können Klasse B erreichen, Osram hat in den vergangenen Jahren eine solche Lampe vermarktet.

Was gilt für welche Lampentypen?

Seit 2009 werden ineffiziente Lampen stufenweise vom Markt genommen und 2016 (in der EU neu 2018) wird die vorläufig letzte Stufe vollzogen werden. Dann werden alle Lampen und Spots mindestens Klasse B erreichen, matte Lampen min. Klasse A und LED-Lampen min. Klasse A+. Ausnahmen werden nur gemacht, wenn es für bestimmte Lampentypen noch keine Ersatzprodukte gibt (beispielsweise dürfen Minilampen mit G9 Sockel und Halogenstäbe mit R7s Sockel weiterhin Klasse C sein).

Klarglas-Haushaltlampen (entsprechend 40 Watt Glühlampen)

			
Lampentyp	Filament-LED	LED	Halogen
Klasse und Effizienz in Lumen pro Watt	A++ / 118 lm/W	A+ / 85 lm/W	C / 14 lm/W
Kaufpreis und Lebensdauer	11 Fr. / 15 Jahre	10 Fr. / 15 Jahre	3 Fr. / 2 Jahre
Stromkosten in 15 Jahren und Leistung in Watt	12 Fr. / 4 W	17 Fr. / 5.5 W	90 Fr. / 30 W
Gesamtkosten	23 Fr.	27 Fr.	112 Fr.

Forderung:

- Klasse B als Mindestanforderung wie längst angekündigt ab September 2016 umsetzen

13. Settop-Boxen (Anhang 2.9)

Der Entwurf der neuen EnV sieht vor, das Voluntary Industry Agreement (VIA) der EU von 2013 zu übernehmen, es jedoch für alle Geräte verbindlich umzusetzen und zudem die Grenzwerte der Leistungsaufnahme gemäss dem Anhang 2.8 zu Standby anzuwenden.

Die Verbindlichkeit und die Anwendung der Standby-Limiten erscheinen uns zwingend. Dass auf Gesuche hin Ausnahmegewilligungen für höhere Verbräuche vorgesehen sind, höhlt die Vorschrift aus: wir fordern, Punkt 2.2. sei zu streichen.

Das VIA stellt nur sehr schwache Anforderungen. Die Energieverbrauchsgrenzwerte für Settop-Boxen sind ein Vielfaches über der BAT. Je nach Funktionalität darf eine Settop-Box gemäss dem VIA bis zu rund 250 Kilowattstunden pro Jahr verbrauchen – etwa 100 Kilowattstunden mehr als ein effizienter Kühlschrank mit Gefrierabteil. Im Unterschied zum Kühlschrank, der non-stop kühlt, wird die Settop-Box nur wenige Stunden am Tag benutzt, der grösste Anteil wird im Stand-by verschwendet.

Wir fordern zusätzlich zu den Grenzwerten des VIA absolute Verbrauchslimiten für Settop-Boxen, unabhängig von den Funktionalitäten:

- maximal 140 kWh/Jahr ab 1. Januar 2017
- maximal 70 kWh/Jahr ab 1. Januar 2019

Für Geräte, deren VIA-Verbrauchslimite tiefer liegt als diese absoluten Grenzwerte, sollen die VIA-Grenzwerte gelten. Sobald die neue Version des VIA publiziert ist, soll diese die Version von 2013 ablösen.

Forderungen:

- VIA verbindlich übernehmen, ab 2016 (und sobald möglich aktualisieren), zusätzlich:
- Max. 140 kWh/Jahr ab 2017
- Max. 70 kWh/Jahr ab 2019

14. Angaben des Energieverbrauchs und Kennzeichnung von Fahrzeugen (Anhang 3.6)

Wir unterstützen sämtliche Bestrebungen zur Senkung des Verbrauchs und CO₂-Ausstosses von neuen Personenwagen. Wir sind uns bewusst, dass die Energie-Etikette für Personenwagen sich in eine Fülle von E-Etiketten für elektrische Apparate und elektronische Geräte einreicht, um die

Konsumentinnen und Konsumenten über die Energieeffizienz verständlich und einfach zu informieren.

Wir sind der Auffassung, dass der effektive CO₂-Verbrauch für einen möglichst ökologischen Auto-Kaufentscheid eine wichtige Information darstellt. Folglich sollte die Energie-Etikette so gestaltet sein, dass die Angabe zu den CO₂-Emissionen optisch dominiert.

Die (zusätzliche) Einteilung der Fahrzeuge in Effizienz-kategorien ergibt für den Kunden kaum einen Mehrwert: Die Einteilung in Effizienz-kategorien bringt meist eine unnötige Verdoppelung der Information. Oder aber der Kunde wird durch Informationen verunsichert, die für ihn auf den ersten Blick widersprüchlich erscheinen. Auf ein und derselben Energie-Etikette kann ein Fahrzeug bzgl. CO₂-Emissionen schlechter abschneiden als der mit dem Pfeil angegebene Durchschnitt und gleichzeitig bei der (gewichts-bereinigten) Effizienz-kategorie die Bestnote A erhalten.

Das aktuelle System mit sowohl dem effektiven Verbrauch (Liter und CO₂) als auch Effizienz-kategorie ist unserer Ansicht nach nicht besonders kundenfreundlich. Die Einschätzung, dass der effektive CO₂-Ausstoss die bedeutendere Information als die Energieeffizienz-Kategorie darstellt, scheint auch von EnergieSchweiz und dem TCS geteilt zu werden. Jedenfalls rücken auch sie den effektiven CO₂-Ausstoss in g CO₂/km ins Zentrum ihrer aktuellen Kampagne (und nicht die Energieeffizienz-Kategorie). Mit der Weiterführung der Neuwagenflottenziels bis 2020/2021 haben auch die Autoimporteure ein zunehmendes Interesse daran, dass sich der Kunde primär am effektiven Verbrauch orientiert.

Aufgrund dieser grundsätzlichen Überlegungen können wir jene Änderungen nicht unterstützen, welche darauf abzielen, die Effizienz-kategorien (nicht aber den effektiven Verbrauch in l/100 km und g CO₂/km) in der Werbung besser sichtbar zu machen.

Ausserdem schlagen wir vor, dass die Berechnung der Effizienz-kategorien für batterieelektrische Fahrzeuge und vor allem auch für E-Fahrzeuge mit Range Extender differenzierter ausgestaltet werden. Betrachtet man die aktuelle Bewertung, weisen alle E-Autos mit Ausnahme von Smart (B) und Tesla (B & C) nach heutigem System ein A aus. Das ist wenig sinnvoll und nicht informativ für den/die interessierte Kundin.

Hingegen begrüßen wir die Neuerung, dass zukünftig bei allen Treibstoffarten der CO₂-Verbrauch der Treibstoffherstellung in jedem Fall im zu deklarierenden CO₂-Verbrauch berücksichtigt werden muss (Ziffer 3.8.1. litera h).

15. Kaffeemaschinen

Wir begrüßen es, dass sich die Energieetikette neu auf die internationale Norm EN 60661 abstützen soll. Damit bleibt es der Industrie erspart, extra für die Schweiz mit einer speziellen Messmethode Geräte zusätzlich testen zu müssen. Zudem wird so ein Gerätevergleich auf internationaler Ebene ermöglicht.

Es hat sich gezeigt, dass die Notlösung der Plus-Klassen A+, A++ und A+++ nicht optimal, schwierig verständlich und damit weniger wirkungsvoll ist, als die ursprünglichen Klassen A bis G. Die Botschaft ist klar, A steht für effizienteste, D für durchschnittliche und G für ineffizienteste Modelle.

Wir fordern, dass die Skala der neuen Kaffeemaschinen-Energieetikette ohne '+'-Klassen, sondern von A bis G gestaltet wird. Um der Industrie das Vermarkten von künftigen Innovationen zu ermöglichen, müssen die Klassen A und B so streng ausgelegt werden, dass sie anfänglich leer sind.

Forderungen:

- Europäische Messnorm anwenden wie im Entwurf vorgesehen
- Energieetikette A bis G, ohne +-Klassen, Klassen A und B anfänglich leer